

WITTELSHEIM Michèle Rivasi, députée européenne en visite pour la première fois

Pour soutenir Destocamine

A l'occasion d'une réunion au Parlement à Strasbourg jeudi, la députée européenne d'Europe Écologie - Les verts de la circonscription sud-est, Michèle Rivasi, en a profité dans la soirée pour effectuer un passage sur le site de Stocamine à Wittelsheim où elle a tenu une conférence sur le sujet.

« J'AURAIS VOULU VISITER LE SITE... Mais, il y a de longues démarches à effectuer et ce ne sera donc possible que dans quelques mois », explique Michèle Rivasi, devant le site de Stocamine jeudi soir, entourée d'une trentaine de militants associatifs du collectif Destocamine qui réclame le déstockage total des 44 000 t de déchets toxiques enfouis dans la mine Joseph-Else. Elle devait ensuite tenir une conférence sur le sujet pour apporter son soutien au collectif dont elle est la porte-parole, comme l'avait

été Sandrine Bâlier, auprès de l'Europe à laquelle une pétition avait été transmise pour dire « l'absurdité de déplacer 15256 colis et les remettre pour en remonter 7947 ».

Éviter la pollution de la nappe phréatique

« Je suis là au moins pour dire que la situation est inacceptable, pour rencontrer les gens qui se battent sur ce site aberrant et dangereux », explique la députée européenne écologiste.

« Parce qu'il y a eu trop de mensonges, s'indigne-t-elle. Mensonge quand on a dit que ce site était réversible. Or une ancienne mine de potasse est mobile, donc les galeries bougent, rétrécissent et donc il va être difficile de ressortir les déchets. Mensonge sur la nature des déchets... Comment l'incendie de 2002 a-t-il été possible si c'était de l'amiante ? Mensonge aussi quand on affirme que tout est sous contrôle ! Il vaudrait mieux que les seuils ne soient pas



Michèle Rivasi est venue soutenir le collectif Destocamine.
PHOTO DINA - MICHELE MARCHETTI

dépassés pour la nappe phréatique !»

Et la députée européenne poursuit : « La faille dans cette affaire, c'est cette nappe qui, si elle est touchée, polluera toute l'Alsace,

l'Allemagne... Si M^{me} Batho dit qu'on va sortir seulement les déchets mercuriels, il va falloir déplacer les autres, ce qui peut entraîner le percement des bacs et représente donc des risques pour

les mineurs qui vont y travailler et pour la nappe !»

La conclusion à laquelle Michèle Rivasi arrive est qu'« il faut le déstockage total ; d'autant que cela reviendrait moins cher que de déplacer des fûts et des bacs pour rien... ». La conseillère régionale EELV, Djamilia Sonogni, présente jeudi auprès de Michèle Rivasi, dit sa crainte : « Si l'État refuse de sortir la totalité des déchets, alors que les politiques de tous bords sont pour le déstockage total, serait-ce par peur de ce qu'on pourrait y découvrir ? Des déchets qui n'auraient pas dû être au fond ? »

Pétition à compléter

Pour la députée européenne, « c'est une affaire d'État... J'ai demandé trois rendez-vous à M^{me} Royal. Jamais obtenus... Or quand l'État devient propriétaire d'un tel site, le principe du pollueur-payeur ne peut plus s'appliquer ; ce n'est pas un privé qui doit payer, ce sont les contribuables ! » La députée européenne a pu an-

noncer aux membres du collectif que la pétition qu'ils ont déposée et plaidée à deux reprises à Bruxelles avait été acceptée et qu'il leur faudrait seulement y adjoindre un dossier scientifique afin de donner des arguments par rapport à la directive-cadre sur l'eau.

Et une demande a donc officiellement été faite par la députée européenne pour visiter le site et descendre au fond. Elle sollicitera d'autres députés européens de tous bords pour l'accompagner. ■

MM

» La fédération socialiste du Haut-Rhin rappelle sa position sur ce dossier industriel et environnemental important « S'agissant de Stocamine, les socialistes haut-rhinois apportent tout leur soutien au collectif qui défend le déstockage intégral et souhaitent une collaboration fructueuse entre Michèle Rivasi et Edouard Martin qui s'est engagé à suivre le dossier au parlement européen »